



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

tourisme social

Question écrite n° 56989

Texte de la question

Mme Gisèle Biémouret attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville sur les cas des nombreux Français qui ne pourront pas partir en vacances cet été, faute de moyens. À l'heure où les grandes vacances débutent, nombreux sont ceux qui ne connaîtront pas, cette année encore, cette bouffée d'oxygène. En effet, les sondages sont formels, le départ en vacances, ponctuant de longs mois de travail, est en train de devenir, année après année, un rare privilège destiné aux catégories de populations les plus aisées. La crise économique et sociale ne faiblit pas et transforme pour beaucoup les vacances en luxe inaccessible. 51 % des Français ont prévu de ne pas partir en vacances cette année, soit la moitié de la population française. Ce taux augmente à 82 % pour les catégories les plus modestes, c'est-à-dire les foyers aux revenus mensuels inférieurs à 1 200 € nets. Et, enfin, c'est plus d'un enfant sur trois qui ne partira pas en vacances cet été. Parmi les non-partants, 37 % évoquent des raisons financières. Ce chiffre a augmenté de cinq points en un an. Ce constat montre bien que le budget vacances est l'un des premiers à être amputé par la crise puisque, même parmi les partants, sa diminution est à l'ordre du jour. Pour lutter contre le phénomène de « non-départ en vacances », des associations, comme le Secours populaire français, les Petites frères des pauvres, se mobilisent afin d'y remédier et apporter à chacun l'évasion, la vraie, permettant de s'échapper de son cadre quotidien et de ses habitudes. Les vacances permettent de donner d'autres repères, d'autres rythmes de vie avec un impact sur l'éducation. Elles sont un besoin vital. Lorsque ces familles reviennent d'un séjour, leurs problèmes ne sont pas résolus, elles retrouvent exactement la même misère, mais elles ne l'abordent pas de la même façon. Il a été annoncé une augmentation de 50 % des crédits attribués aux programmes vacances pour faire face à la crise économique. Mais l'ensemble des associations s'inquiètent d'une baisse des aides publiques. Depuis l'année dernière, les financements apportés par les collectivités locales deviennent faibles. Par conséquent, elle lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les intentions du Gouvernement en la matière et notamment la possibilité de distribution d'aides à l'ensemble de ces associations afin de permettre aux « oubliés des vacances d'été » d'avoir la chance de s'évader quelques jours.

Données clés

Auteur : [Mme Gisèle Biémouret](#)

Circonscription : Gers (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56989

Rubrique : Tourisme et loisirs

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 août 2009, page 7634

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)